

(traduction provisoire)

Discours de Mme Yoriko KAWAGUCHI, ministre des Affaires étrangères
à l'occasion du déjeuner des ministres des Affaires étrangères de pays africains
(Le 24 septembre 2004)

(Monsieur Jean Ping, Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

C'est avec un très grand plaisir que je vous accueille aujourd'hui, mes chers collègues africains, à ce déjeuner.

Comme vous le savez tous, le Japon déploie actuellement plus d'énergie que jamais à forger une relation plus forte avec l'Afrique. Le Japon a organisé la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) en 1993, juste après la fin de la guerre froide et depuis lors, a développé de manière remarquable les relations de coopération avec l'Afrique à travers le processus de la TICAD pendant plus d'une décennie. La TICAD III qui a été organisée l'année dernière fut un énorme succès, grâce à la coopération de nos partenaires africains. Nous saluons l'avancée significative réalisée par l'Afrique ces dernières années dans le processus d'appropriation, comme en témoignent la performance impressionnante de l'Union Africaine (UA) et le développement du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Nous sommes résolu à poursuivre notre coopération active avec l'Afrique.

Cette année en novembre, le Japon va accueillir la « Conférence de la TICAD sur le Commerce et l'Investissement Asie-Afrique » à Tokyo. Nous sommes certains que la coopération entre l'Afrique et l'Asie afin de promouvoir le commerce et l'investissement entre nos deux continents a un rôle vital à jouer dans le développement et la croissance économique de l'Afrique.

L'Afrique a également un besoin grandissant d'assurer la sécurité humaine de sa population, de ces personnes qui doivent mener le développement. Dans ce domaine, le Japon a contribué à hauteur de 29 millions de dollars US ces cinq dernières années, par le biais du Fond Fiduciaire des Nations Unies pour la Sécurité Humaine et, ces deux dernières années, à hauteur de 246 millions de dollars US pour le Fond global pour la lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria.

Il va sans dire que l'instauration de la paix est important en tant que préalable au développement. On a pu voir ces dernières années des initiatives dynamiques dans le domaine de la consolidation de la paix tels que l'envoi par l'UA de la Mission Africaine au Burundi (AMIB) et les activités menées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Libéria et en Côte d'Ivoire. Le Japon applaudit ces initiatives africaines et a l'intention d'y apporter son soutien. En incluant la contribution aux sept opérations de maintien de la paix (PKO) en Afrique pour un montant de 530 millions de dollars pour la seule année 2004/2005, le Japon contribue à 20% du budget des Nations Unies. Le Japon soutient aussi le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants (DDR), l'assistance aux réfugiés et le déminage via des organisations des Nations

Unies et via les aides bilatérales. Face à la détérioration de la situation humanitaire dans la région du Darfour au Soudan, le Japon a décidé d'accroître son assistance humanitaire de 15 millions de dollars. La contribution totale du Japon s'élèvera donc à 21 millions de dollars. De plus, le Japon a l'intention de fournir une aide matérielle pour les réfugiés soudanais au Tchad. Si le Japon est élu cette année membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour une période de deux ans, il est dans nos intentions d'intensifier notre rôle dans ces domaines.

Je suis certaine que la 59^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies cette année va constituer un tournant historique. Par ce que nous sommes dans la dernière ligne droite de la réforme des Nations Unies. La communauté internationale doit mettre en commun sa sagesse pour transformer les Nations Unies en une organisation capable de répondre aux problèmes du 21^{ème} siècle. Une tâche particulièrement importante sera de réformer la structure des Nations Unies pour qu'elle soit en adéquation avec le concept de « Nouvelle époque des Nations Unies » et d'accroître l'efficacité et la crédibilité du Conseil de Sécurité. Et pour cela, nous devons avoir, au cours du processus de prise de décision du Conseil de Sécurité, la participation permanente de pays qui ont la capacité et la volonté de contribuer à la paix et à la sécurité de la communauté internationale. Le nombre d'Etats membres augmente, et particulièrement celui d'Etats membres africains, et à son tour, le Conseil de Sécurité doit devenir plus représentatif. Il est donc essentiel d'accroître le nombre de sièges permanents et non permanents, aussi bien pour les pays développés qu'en voie de développement. Le Japon est prêt à prendre une plus grande responsabilité en tant que nouveau membre permanent du Conseil de Sécurité. Le Japon considère également que l'Afrique devrait être représentée au Conseil de Sécurité de façon permanente.

L'instant est idéal pour réformer les Nations Unies et il ne faut pas laisser passer cette opportunité qui risque de ne plus se représenter à l'avenir. Je pense qu'il est temps pour nous de joindre nos forces aux vôtres, chers collègues africains.

Quand j'ai visité l'Afrique, j'ai été très impressionnée par la manière dont les pays africains et les individus étaient en train de matérialiser ensemble le potentiel infini de l'Afrique et d'établir une stabilité et un développement qui leur sont propres. Je voudrais réitérer aujourd'hui la promesse que j'avais faite pendant cette visite, à savoir la détermination qu'a le Japon d'avancer, main dans la main, avec les pays africains.

Pour terminer, laissez-moi porter un toast à la prospérité des nations africaines, à la santé de vous tous, et au développement encore plus amical des relations entre le Japon et l'Afrique. Santé !